

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

AVIS 35.278/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

ADVIES 35.278/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 8 avril 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant, en matière de précompte mobilier, l'AR/CIR 92", a donné le 9 avril 2003 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 8 april 2003 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het KB/WIB 92 betreffende de roerende voorheffing", heeft op 9 april 2003 het volgende advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Suivant l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"L'urgence est motivée par le fait :

- que des dispositions du Titre I^{er} de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, auxquelles la définition des établissements financiers visée par le présent arrêté se réfère toujours par endroits, ont été remplacées par celles de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit;
- que les adaptations nécessitées par ce qui précède devaient également tenir compte des implications éventuelles de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, dont des dispositions ont effectivement une incidence sur la notion d'établissement financier visée à l'article 105, 1^o, AR/CIR 92;
- qu'à défaut d'apporter les adaptations de forme prévues par le présent arrêté aux articles 105 à 114, AR/CIR 92, l'application de ces dispositions pose des problèmes d'interprétation et d'insécurité juridique liés notamment à l'absence de référence aux Communautés et aux Régions, au même titre que l'Etat, les provinces et les communes, ou à l'existence de la qualité d'établissement financier dans le chef de certaines entreprises ou de certains établissements;

.../...

- qu'il convient dès lors de remédier à ces difficultés dans les plus brefs délais en apportant immédiatement l'ensemble des modifications requises en vertu de l'évolution de la législation financière aux dispositions du chapitre II, section III, sous-section III, de l'AR/CIR 92, et en comblant certaines lacunes et incohérences révélées par l'application de ces dispositions;
- qu'il est en outre indispensable d'exclure le plus rapidement possible la renonciation à la perception du précompte mobilier sur les revenus de certificats immobiliers, au même titre que sur les revenus de bons de capitalisation, afin (de) mettre un terme aux tentatives d'évitement de l'impôt en la matière."

*

* *

Toutefois, l'analyse des dispositions du projet montre que celui-ci modifie, en outre, fondamentalement le champ d'application des renoncations au précompte mobilier sur les intérêts de prêts et dépôts prévues par les articles 107, 110 et 113 de l'arrêté d'exécution du CIR 92, indépendamment de ce qui concerne les certificats immobiliers.

L'auteur du projet en est tellement conscient que l'entrée en vigueur de cette modification fondamentale est reportée au 1^{er} juillet 2003 (voir article 6 du projet), ce qui constitue en soi un démenti de l'urgence invoquée dans le préambule.

La motivation de l'urgence n'est, dès lors, pertinente que pour une partie seulement des dispositions du projet.

C'est sous cette réserve que le présent projet est examiné.

*

* *

Formalités préalables

Ni l'avis de l'inspecteur des finances, ni l'accord du Ministre du Budget ne figure au dossier; c'est sous cette réserve que le présent avis est donné.

*

* *

.../...

Observations particulièresDispositifArticle 1^{er}Art. 1^{er}, 2°. (Remplacement du littera b dans l'article 105, 1°, de l'AR/CIR 92)

Sous le régime actuel, les entreprises financières visées à l'article 1^{er}, alinéa 2, 2°, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, précité (abrogé par la loi du 22 mars 1993, précitée), sont exemptées du précompte mobilier sur les revenus d'obligations et de bons de caisse nominatifs et sur les revenus de créances et de prêts non représentés par des titres au porteur alloués à des non-résidents (articles 105, 1°, c, et 107, § 2, 5°, b, troisième tiret).

L'article 1^{er}, alinéa 2, 2°, dudit arrêté royal n° 185 dispensait de l'obligation d'obtenir leur inscription sur la liste des banques, les sociétés qui se bornent à centraliser la trésorerie des sociétés des groupes dont elles font partie.

L'administration considère depuis longtemps ¹ que sont des entreprises financières au sens de cette disposition et de l'article 105, 1°, c, de l'AR/CIR 92 :

- a) toute société qui a des actions ou parts dans d'autres sociétés, autres que des filiales à au moins 75 %, dont la valeur comptable excède la moitié de ses fonds propres;
- b) toutes les sociétés inscrites sur la liste des sociétés à portefeuilles visées par l'arrêté royal n° 64 du 10 novembre 1967 (abrogé par la loi du 2 août 2002, précitée).

(1) Voir commentaire administratif du CIR 92, article 261/199 (disponible seulement sur Internet).

Le projet ne se borne pas à adapter ces règles à l'évolution de la législation, mais remplace la catégorie des entreprises financières visées à l'article 105, 1^o, c, par la catégorie définie au littera b, en projet, de l'article 105, 1^o : pour bénéficier de la renonciation au précompte mobilier dont bénéficiaient antérieurement les "entreprises financières" dont la définition a été rappelée, il faut que :

- d'une part, la société résidente ou l'établissement belge de la société étrangère ait détenu pendant la période imposable précédant celle de l'attribution des intérêts des actions ou parts ayant la nature d'immobilisations financières dont la valeur d'investissement présentait en moyenne au moins 50 % du total de son bilan à la clôture de l'exercice comptable;
- et que, d'autre part, les actions de cette société soient cotées sur un marché réglementé ou appartiennent à concurrence d'au moins 50 %, directement ou indirectement, à une société assujettie à l'impôt des sociétés ou à un impôt étranger analogue qui ne bénéficie pas d'un régime d'imposition exorbitant du droit commun ou d'un régime notablement plus avantageux que l'impôt belge des sociétés, et dont les actions sont cotées sur un marché réglementé visé par le même article.

Contrairement à ce qu'indique le rapport au Roi, le dernier point ajoute des conditions entièrement nouvelles par rapport au texte en vigueur, ce dont aucune justification n'est donnée.

Art. 1^{er}, 3^o. (Remplacement du littera c dans l'article 105, 1^o de l'AR/CIR 92)

Selon le rapport au Roi ² :

"Le nouvel article 105, 1^o, c, AR/CIR 92, entend définir de manière générique et moyennant quelques adaptations, la notion «d'entreprise financière» anciennement visée à l'article 1^{er}, alinéa 2, 2^o, AR 185, lequel a été abrogé par l'article 153, 1^o, a, de la loi du 22 mars 1993 précitée."

⁽²⁾ p. 3.

En réalité, ces adaptations font l'objet du nouvel article 105, 1°, b, en projet. Quant au nouveau littéra c de l'article 105, 1°, de l'AR/CIR 92, il introduit une nouvelle catégorie d'entreprises, à savoir, en substance, la société résidente ou l'établissement belge d'une société étrangère qui a pour activité exclusive ou principale la prestation de services financiers et qui exerce ses activités exclusivement au profit des sociétés du groupe de sociétés liées ou associées dont elle fait partie, à condition qu'elle se finance exclusivement auprès de sociétés résidentes, de non-résidents ou de redevables soumis à l'impôt des personnes morales et qu'elle ne détienne pas d'actions ou parts pour une valeur d'investissement qui excède 10 % de la valeur fiscale nette de la société belge ou de l'établissement belge de la société étrangère.

Si cette disposition est adoptée, elle bénéficiera principalement aux centres de coordination régis par l'arrêté royal n° 187 du 30 décembre 1982 relatif à la création de centres de coordination.

Ces centres bénéficiaient déjà de l'exemption du précompte mobilier sur les intérêts de leurs emprunts en vertu de la loi du 11 avril 1983 (article 29, 2°, a, modifié par la loi du 20 juillet 1991). Malgré les objections de la Commission européenne, cette exonération a été maintenue par la loi du 24 décembre 2002 modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et figure désormais dans l'arrêté royal n° 187 lui-même (article 5, § 4, 2°, nouveau). Le projet d'arrêté ici examiné réintroduit la disposition avec un champ d'application quelque peu plus étendu. Compte tenu du contentieux qui oppose l'Etat belge à la Commission européenne sur ce point, le texte en projet doit être notifié à cette dernière.

Article 2

Il convient de viser outre les régions et communautés, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune qui disposent également d'un pouvoir d'emprunt (articles 49bis et 65, §§ 1^{er}, 3°, et 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions).

Article 6

Le fonctionnaire délégué expose ce qui suit :

"Conformément à l'article 6 du projet d'arrêté, l'exclusion des revenus de certificats immobiliers de toute renonciation à la perception du précompte mobilier s'applique aux revenus alloués ou attribués à partir du 1^{er} juillet 2003.

Il est entendu que les attributions de revenus opérées jusqu'au 30 juin 2003 restent régies par les dispositions fiscales en vigueur à cette date, et que les litiges en cours, quel que soit le niveau d'instance concerné (direction régionale, tribunal de première instance, appel), ne peuvent être tranchés sur la base des nouvelles dispositions proposées.

Les principales questions actuellement débattues entre l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus et les contribuables concernent, d'une part, la qualification des revenus de tels certificats pour l'application de l'AR/CIR 92 et, d'autre part, sur un plan plus large, la qualité du débiteur des revenus (application de l'actuel article 105, 1^o, c, AR/CIR 92).

Ces questions sont à appréhender dans la cadre d'opérations d'envergure dont le bénéfice réside exclusivement dans le gain d'impôt (précompte mobilier) qu'elles procurent à leur initiateur.

Ainsi, le projet d'arrêté proposé vise notamment à mettre un terme au plus vite, d'une part, à l'insécurité juridique flagrante qui entoure actuellement le statut "d'entreprise financière" (cf. article 1^{er}, 2^o et 3^o du projet) et, d'autre part, aux manœuvres caractérisées d'évitement de l'impôt sur les revenus de certificats immobiliers.

Ces modifications sont d'autant plus urgentes qu'elles ne valent, comme indiqué plus haut, que pour l'avenir.

C'est pourquoi d'ailleurs il est proposé de modifier la date d'entrée en vigueur de cette mesure (article 6 du projet d'arrêté) afin de l'avancer à la date de publication au Moniteur belge.

La date du 1^{er} juillet pourrait néanmoins être maintenue pour les autres mesures afin d'éviter de mettre les débiteurs et les bénéficiaires de revenus devant le fait accompli compte tenu que de nouvelles définitions sont adoptées. Il convient donc que les dispositions entrent en vigueur aussi rapidement que possible mais tout en laissant à certains débiteurs la possibilité de s'adapter pour entrer dans les nouvelles conditions définies à l'art. 105, 1^o, AR/CIR 92. En effet, pour ceux-ci, il s'agit non pas de mettre fin à des manœuvres abusives mais d'apporter certains éclaircissements quant aux conditions à remplir."

En conclusion, l'article 6 doit être revu afin de prévoir une entrée en vigueur immédiate des dispositions relatives aux certificats immobiliers.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Minister op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Minister in aanmerking kan nemen als hij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering in de brief met de adviesaanvraag aldus :

"L'urgence est motivée par le fait :

- que des dispositions du Titre I^{er} de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, auxquelles la définition des établissements financiers visée par le présent arrêté se réfère toujours par endroits, ont été remplacées par celles de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit;
- que les adaptations nécessitées par ce qui précède devaient également tenir compte des implications éventuelles de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, dont des dispositions ont effectivement une incidence sur la notion d'établissement financier visée à l'article 105, 1°, AR/CIR 92;
- qu'à défaut d'apporter les adaptations de forme prévues par le présent arrêté aux articles 105 à 114, AR/CIR 92, l'application de ces dispositions pose des problèmes d'interprétation et d'insécurité juridique liés notamment à l'absence de référence aux Communautés et aux Régions, au même titre que l'Etat, les provinces et les communes, ou à l'existence de la qualité d'établissement financier dans le chef de certaines entreprises ou de certains établissements;

.../...

- qu'il convient dès lors de remédier à ces difficultés dans les plus brefs délais en apportant immédiatement l'ensemble des modifications requises en vertu de l'évolution de la législation financière aux dispositions du chapitre II, section III, sous-section III, de l'AR/CIR 92, et en comblant certaines lacunes et incohérences révélées par l'application de ces dispositions;
- qu'il est en outre indispensable d'exclure le plus rapidement possible la renonciation à la perception du précompte mobilier sur les revenus de certificats immobiliers, au même titre que sur les revenus de bons de capitalisation, afin (de) mettre un terme aux tentatives d'évitement de l'impôt en la matière."

*

* *

Bij het onderzoek van de bepalingen van het ontwerp blijkt evenwel dat met dit ontwerp ook de werkingssfeer van de vrijstellingen van roerende voorheffing op de intresten van leningen en deposito's waarin wordt voorzien in de artikelen 107, 110 en 113 van het besluit tot uitvoering van het WIB 92, grondig wordt gewijzigd, los van wat de vastgoedcertificaten betreft.

De steller van het ontwerp is zich daarvan zo goed bewust dat hij de inwerkingtreding van die fundamentele wijziging uitgesteld heeft tot 1 juli 2003 (zie artikel 6 van het ontwerp), wat op zich een ontkenning inhoudt van het spoedeisende karakter aangevoerd in de aanhef.

De motivering van het spoedeisende karakter gaat bijgevolg maar op voor een deel van de bepalingen van het ontwerp.

Het voorliggende ontwerp wordt onder dat voorbehoud onderzocht.

*

* *

Voorafgaande vormvereisten

Noch het advies van de inspecteur van financiën, noch de akkoordbevinding van de Minister van Begroting zitten in het dossier; het onderhavige advies wordt onder dat voorbehoud gegeven.

*

* *

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 1

Art. 1, 2°. (Vervanging van littera b in artikel 105, 1°, van het KB/WIB 92)

Volgens de huidige regeling zijn de financiële ondernemingen genoemd in artikel 1, tweede lid, 2°, van het genoemde koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 (opgeheven bij de genoemde wet van 22 maart 1993), vrijgesteld van de roerende voorheffing op de inkomsten uit obligaties en kasbons op naam en op de inkomsten uit niet door effecten aan toonder vertegenwoordigde schuldvorderingen en leningen die aan niet-inwoners worden verleend (artikelen 105, 1°, c, en 107, § 2, 5°, b, derde streepje).

In artikel 1, tweede lid, 2°, van het genoemde koninklijk besluit nr. 185 werden de vennootschappen die zich ertoe beperken de liquide middelen te centraliseren van de vennootschappen van de groepen waartoe ze behoren, vrijgesteld van de verplichting om zich te laten inschrijven op de lijst van banken.

Het overheidsbestuur gaat er sedert lange tijd ¹ van uit dat de volgende vennootschappen financiële ondernemingen in de zin van deze bepaling en van artikel 105, 1°, c, van het KB/WIB 92 zijn :

- a) iedere vennootschap die aandelen heeft in andere vennootschappen die niet voor minstens 75 % filialen zijn, waarvan de boekwaarde meer bedraagt dan de helft van de eigen fondsen;
- b) alle vennootschappen ingeschreven op de lijst van de portefeuillemaatschappijen genoemd in het koninklijk besluit nr. 64 van 10 november 1967 (opgeheven bij de genoemde wet van 2 augustus 2002).

Met het ontwerp worden niet alleen die regels aangepast aan de evolutie van de wetgeving, maar wordt ook de categorie financiële ondernemingen genoemd in artikel 105, 1°, c, vervangen door de categorie bepaald in de ontworpen littera b van artikel 105, 1° : om het voordeel van de vrijstelling van de roerende voorheffing te genieten, dat vroeger te beurt viel aan de "financiële ondernemingen", waarvan de definitie hierboven is weergegeven, moeten de volgende voorwaarden vervuld zijn :

- de binnenlandse vennootschap of de Belgische vestiging van een buitenlandse vennootschap moet enerzijds gedurende het belastbaar tijdperk dat aan de toekenning van intresten voorafgaat, aandelen hebben gehad die de aard van financiële vaste activa hadden waarvan de aanschaffingswaarde gemiddeld ten minste 50 % vertegenwoordigde van haar balanstotaal bij het afsluiten van het boekjaar;
- anderzijds moeten de aandelen van die vennootschap genoteerd zijn op een gereguleerde markt of voor ten minste 50 % direct of indirect toebehoren aan een vennootschap die aan de vennootschapsbelasting of aan een buitenlandse belasting van gelijke aard is onderworpen, die geen belastingregeling geniet die afwijkt van het gemeen recht of die geen aanzienlijk gunstigere regeling geniet dan de Belgische vennootschapsbelasting, en waarvan de aandelen genoteerd zijn op een gereguleerde markt als bedoeld in hetzelfde artikel.

⁽¹⁾ Zie commentaar op het WIB 92, artikel 261/199 (alleen beschikbaar op het Internet).

In tegenstelling tot wat in het verslag aan de Koning staat, worden in het laatste punt totaal nieuwe voorwaarden toegevoegd ten opzichte van de geldende bepalingen, waarvoor geen verantwoording wordt gegeven.

Art. 1, 3°. (Vervanging van littera c in artikel 105, 1°, van het KB/WIB 92)

Het verslag aan de Koning stelt ²:

"Het nieuw artikel 105, 1°, c, KB/WIB 92 strekt ertoe op generische wijze en mits enkele aanpassingen, een definitie te geven van het begrip «financiële onderneming» zoals voorheen vermeld in artikel 1, tweede lid, 2°, KB 185, hetwelk bij artikel 153, 1°, a, van de voornoemde wet van 22 maart 1993 is opgeheven."

Die aanpassingen staan eigenlijk in het ontworpen nieuwe artikel 105, 1°, b. In de nieuwe littera c van artikel 105, 1°, van het KB/WIB 92 wordt echter een nieuwe categorie ondernemingen ingevoerd, namelijk in hoofdzaak de binnenlandse vennootschap of de Belgische vestiging van een buitenlandse vennootschap die zich uitsluitend of hoofdzakelijk bezighoudt met dienstverrichtingen van financiële aard, en die haar activiteiten uitsluitend uitoefent ten behoeve van de vennootschappen van de groep van verbonden of geassocieerde vennootschappen waarvan ze deel uitmaakt, op voorwaarde dat ze zich uitsluitend financiert bij binnenlandse vennootschappen, bij niet-inwoners of bij belastingplichtigen die onderworpen zijn aan de rechtspersonenbelastingen, en ze geen aandelen bezit waarvan de aanschaffingswaarde meer bedraagt dan 10 pct. van de fiscale nettowaarde van de Belgische vennootschap of de Belgische vestiging van de buitenlandse vennootschap.

Indien deze bepaling wordt goedgekeurd, komt ze vooral ten goede aan de coördinatiecentra, die geregeld worden in koninklijk besluit nr. 187 van 30 december 1982 betreffende de oprichting van coördinatiecentra.

⁽²⁾ Zie blz. 3.

Die centra genoten reeds vrijstelling van roerende voorheffing op de intresten van hun leningen krachtens de wet van 11 april 1983 (artikel 29, 2°, a, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1991). Ondanks de bezwaren van de Europese Commissie is die vrijstelling gehandhaafd in de wet van 24 december 2002 tot wijziging van de vennootschapsregeling inzake inkomstenbelastingen en is ze thans opgenomen in koninklijk besluit nr. 187 zelf (nieuw artikel 5, § 4, 2°). Bij het voorliggende ontwerpbesluit wordt de bepaling opnieuw ingevoerd met een ietwat ruimere werkingsfeer. Gezien het geschil dienaangaande tussen de Belgische Staat en de Europese Commissie, moet de ontworpen regeling ter kennis van de Commissie worden gebracht.

Artikel 2

Naast de gewesten en de gemeenschappen moeten ook de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie worden vermeld, die ook over een leningsbevoegdheid beschikken (artikelen 49bis en 65, §§ 1, 3°, en 2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten).

Artikel 6

De gemachtigde ambtenaar zet het volgende uiteen :

"Conformément à l'article 6 du projet d'arrêté, l'exclusion des revenus de certificats immobiliers de toute renonciation à la perception du précompte mobilier s'applique aux revenus alloués ou attribués à partir du 1^{er} juillet 2003.

Il est entendu que les attributions de revenus opérées jusqu'au 30 juin 2003 restent régies par les dispositions fiscales en vigueur à cette date, et que les litiges en cours, quel que soit le niveau d'instance concerné (direction régionale, tribunal de première instance, appel), ne peuvent être tranchés sur la base des nouvelles dispositions proposées.

Les principales questions actuellement débattues entre l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus et les contribuables concernent, d'une part, la qualification des revenus de tels certificats pour l'application de l'AR/CIR 92 et, d'autre part, sur un plan plus large, la qualité du débiteur des revenus (application de l'actuel article 105, 1°, c, AR/CIR 92).

Ces questions sont à appréhender dans la cadre d'opérations d'envergure dont le bénéfice réside exclusivement dans le gain d'impôt (précompte mobilier) qu'elles procurent à leur initiateur.

Ainsi, le projet d'arrêté proposé vise notamment à mettre un terme au plus vite, d'une part, à l'insécurité juridique flagrante qui entoure actuellement le statut "d'entreprise financière" (cf. article 1^{er}, 2^o et 3^o du projet) et, d'autre part, aux manœuvres caractérisées d'évitement de l'impôt sur les revenus de certificats immobiliers.

Ces modifications sont d'autant plus urgentes qu'elles ne valent, comme indiqué plus haut, que pour l'avenir.

C'est pourquoi d'ailleurs il est proposé de modifier la date d'entrée en vigueur de cette mesure (article 6 du projet d'arrêté) afin de l'avancer à la date de publication au Moniteur belge.

La date du 1^{er} juillet pourrait néanmoins être maintenue pour les autres mesures afin d'éviter de mettre les débiteurs et les bénéficiaires de revenus devant le fait accompli compte tenu que de nouvelles définitions sont adoptées. Il convient donc que les dispositions entrent en vigueur aussi rapidement que possible mais tout en laissant à certains débiteurs la possibilité de s'adapter pour entrer dans les nouvelles conditions définies à l'art. 105, 1^o, AR/CIR 92. En effet, pour ceux-ci, il s'agit non pas de mettre fin à des manœuvres abusives mais d'apporter certains éclaircissements quant aux conditions à remplir."

Kortom, artikel 6 moet worden herzien zodat voorzien wordt in een onmiddellijke inwerkingtreding van de bepalingen betreffende de vastgoedcertificaten.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Madame
Mevrouw

J. JAUMOTTE,
M. BAGUET,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Messieurs
de Heren

J. KIRKPATRICK,
F. DEHOUSSE,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier,
griffier.

Le rapport a été rédigé par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été présentée par M. P. BROUWERS, référendaire.

Het verslag werd opgesteld door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd uitgebracht door de H. P. BROUWERS, referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS